



1er mai : Nous exigeons un monde de paix et de progrès social !

La mise en place d'une internationale réactionnaire autour de Trump, Poutine et Netanyahu notamment, soutenue par une partie du capital fait peser sur le monde du travail des risques inédits.

La guerre détruit les vies de millions de personnes en Palestine, en Ukraine et dans tant d'autres champs d'horreurs. Partout où la guerre fait rage, nous demandons l'arrêt des combats et une paix juste et durable reposant sur le respect du droit international.

Les logiques guerrières et impérialistes conduisent le monde du travail vers l'abîme. Les droits sociaux, démocratiques, environnementaux et syndicaux sont attaqués de toutes parts. Les services publics, piliers indispensables de la cohésion de nos sociétés, sont asphyxiés sous couvert d'effort de guerre. Plus encore, c'est l'idée même de paix, désormais revendiquée par l'extrême droite, qui est dénaturée. La paix n'a jamais été la loi du plus fort : c'est, au contraire, le respect du droit international, du droit à l'autodétermination, à la souveraineté des peuples et à la justice sociale.

L'impératif de paix ne peut se penser sans la justice sociale, car c'est bien la soif de profits des classes possédantes, jamais étanchée, qui mène à la guerre sociale perpétuelle, à l'affaiblissement de la condition du monde du travail par la baisse des salaires, par la destruction de nos services public et par la crainte constante du chômage. C'est sur ce terreau que prospère l'extrême-droite. La guerre économique pour le partage du monde, prolongement de la guerre sociale, accentue systématiquement les risques de conflit armé. Plus que jamais, la logique de profit détruit le travail, la cohésion sociale et l'environnement.

C'est contre cette logique, contre les politiques guerrières et de régression sociale que se dressent le monde du travail et la jeunesse. Contre la compétition économique et le militarisme, nous opposons le renforcement des coopérations, de la solidarité et de la paix. Parce qu'un monde de paix n'émergera pas sans progrès social, et contre la désintégration du monde du travail, l'heure est au sursaut et à la bataille pour nos droits : droit au salaire, droit à la retraite, droit à l'éducation, droit à la santé, droit à l'emploi et droit à la liberté.

- Nous exigeons de vivre dignement de notre travail en augmentant les salaires et traitements, les pensions, les minima sociaux. Les entreprises du CAC 40 ont versé près de 100Mds€ à leurs actionnaires en 2024, soit l'équivalent de plus d'un mois de salaire pour les 27 millions de salarié-es en France !
- Nous exigeons le droit à une vie après le travail via l'abrogation de la réforme des retraites.
- Nous exigeons un grand plan de développement économique et des services publics, un contrôle démocratique sur les choix économiques pour répondre à l'urgence sociale et environnementale.
- Nous exigeons un emploi et une formation de qualité pour toutes et tous, la sécurisation des parcours pour en finir avec la peur du chômage et permettre la transformation de la production.

Ni le patronat, ni le gouvernement ne nous feront de cadeaux sans mobilisation massive. Ne nous laissons plus faire ! Gagnons le progrès !

Nous appelons (CGT, FO, FSU, Solidaires, FSE et Confédération paysanne) toutes et tous à la grève, à descendre dans la rue le 1^{er} Mai 2025 et à rejoindre la manifestation au départ de la Place de Bretagne à Rennes, à 10h30 pour gagner un monde de paix et de justice sociale !